

Introduction

« Qui sont-ils ces écologistes dont on parle tant ? Qui sont-ils et que veulent-ils » ? se demande Philippe Gassot en août 1977 en introduction d'un reportage consacré au rassemblement sur le Larzac¹. À cette question, les réponses obtenues auprès des manifestants sont pour le moins diverses. Un premier répond qu'il y a « vachement de motivations qui peuvent amener quelqu'un à être écologiste » tandis qu'un autre avoue ne pas savoir vraiment s'il est écologiste ni même s'il s'intéresse à la politique ; il ajoute néanmoins que venant du nord du Finistère il est évidemment sensibilisé à la question de la pollution. Un troisième confie de son côté qu'il « est d'accord avec les écologistes si l'on veut » mais qu'il n'est « pas seulement un écologiste » et qu'il veut avant tout vivre. Tour à tour, l'environnement, la politique, l'aspiration à un autre mode de vie sont concurremment convoqués pour expliquer en quoi consiste ce mouvement avant qu'un membre des Amis de la Terre ne conclue que « tout le monde ne vient pas pour les mêmes raisons, c'est certain mais enfin disons qu'il y a un certain nombre d'objectifs qui nous sont communs ».

Il serait facile d'expliquer, voire de moquer, le flou de ces réponses en alléguant de la jeunesse d'un mouvement apparu quelques années auparavant dans le sillage de la contestation antinucléaire et la campagne présidentielle de René Dumont (1974). En tant que tel, ce reportage participerait alors à la construction d'une image pittoresque de l'écologie politique marquée par son immaturité, son incapacité à s'organiser, au mieux sa bonne volonté brouillonne.

Ce travail, issu d'une thèse de doctorat, entend dépasser cette image d'Épinal en analysant l'émergence et de la construction de la nébuleuse des mouvements écologistes français² de la fin des années 1960 au milieu des années 1980, de l'acmé des « Trente Glorieuses » à la fondation des Verts (janvier 1984), première organisation partisane pérenne née de la fusion de divers mouvements.

C'est durant cette période que des militants venus d'horizons divers commencent à se désigner – et à être désignés – comme des écologistes. Refusant alors de se considérer comme un courant politique classique, ils ne se cantonnent pas aux seules activités électorales ; remettant en cause la société industrielle, ils entendent lutter contre la crise écologique en s'appuyant autant sur la science que sur l'aspiration à un autre mode de

1. GASSOT P., « Qui sont les écologistes ? », *JA2 20H*, Antenne 2, 13/08/77, 4 min. 24 s. [<http://www.ina.fr/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/video/CAB7700857001/qui-sont-les-ecologistes.fr.html>], consulté le 01/02/13.

2. Dans ce domaine, l'usage du pluriel semble indiqué pour les années 1970. Sauf exception dûment mentionnée, nous réserverons le terme « écologisme » aux cas où les acteurs se réfèrent à une doctrine commune et « écologie politique » à la déclinaison électorale de ces mouvements.

vie. L'écologisme se construit alors aussi bien sur le papier que sur le terrain au travers des controverses et des débats entre des militants venus d'univers sociaux distincts, qu'ils soient gauchistes, nostalgiques de l'ère préindustrielle ou technocrates progressistes. C'est pour prendre en compte la pluralité de ces approches que ce travail se propose d'associer les démarches propres à l'histoire environnementale et à l'histoire politique pour appréhender, autant que faire se peut, cette nébuleuse dans sa globalité.

Historiographie

Les mouvements écologistes sont un phénomène relativement nouveau au regard des perspectives habituelles de la discipline historique; il n'est donc pas étonnant que les premiers travaux dans ce domaine aient été le fait de politologues³ et de sociologues⁴. De cette période subsistent des traits d'analyse qui, à l'heure actuelle, obscurcissent plus qu'ils n'éclairent la genèse des mouvements écologistes.

L'écologisme, un nouveau mouvement social?

De manière plus ou moins explicite, nombre de travaux ont pour point commun d'assimiler l'écologisme à un nouveau mouvement social, concept particulièrement utilisé à partir de la fin des années 1970 pour désigner et définir les formes et les types de mobilisations qui s'affirment dans les années 68, comme le féminisme ou le pacifisme. En France, les travaux d'Alain Touraine et de son équipe consacrés à la contestation antinucléaire sont déterminants pour installer une telle vision des choses⁵.

Pour être considéré comme tel, un nouveau mouvement social doit répondre à plusieurs caractéristiques⁶. Son organisation et son répertoire d'action doivent être marqués par une défiance à l'égard de la hiérarchisation des tâches et de la délégation de pouvoir, ce qui favorise des formes peu institutionnalisées de protestation (comme le *sit-in*, la grève de la faim ou la recherche du coup d'éclat médiatique). De même, un nouveau mouvement social doit promouvoir des valeurs qualitatives telles que l'autonomie, l'épanouissement individuel ou encore la recherche de temps libre qui seraient, en tant que telles, l'apanage des nouvelles classes moyennes⁷.

Après cette période fondatrice, de nombreux travaux universitaires jusqu'à la fin des années 1990 voient dans les mouvements écologistes des années 1970 un nouveau mouvement social sans que cela ne prête véritablement à débat. C'est le cas dans les premières thèses soutenues dans ce domaine⁸ comme dans les travaux d'Hanspeter

3. ALLAN MICHAUD D., *Le discours écologique*, certificat international d'écologie humaine, université de Bordeaux 1, 1979. JOURNES C., « Les idées politiques du mouvement écologique », *Revue française de science politique*, 1979/2, vol. 29, p. 230 sq. BOY D., « Le vote écologiste en 1978 », *Revue française de science politique*, 1981/2, vol. 31, p. 394 sq.

4. NICOLON A., « Oppositions locales à des projets d'aménagement », *Revue française de science politique*, 1981/2, vol. 31, p. 417 sq.

5. TOURAINE A. et al., *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

6. NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015, p. 62.

7. BACQUÉ M.-H., VERMEERSCH S., *Changer la vie? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2007, p. 21.

8. SAINTENY G., *La constitution de l'écologisme comme enjeu politique en France*, thèse en science politique, université de Paris-I, 1992. ROCHE A., *Raisons et significations de l'émergence de l'écologie politique en France à la fin des années 1980*, thèse de doctorat en sociologie politique, EHESS, 1992.

Kriesi et son équipe⁹ ou dans les premières synthèses journalistiques qui leur sont consacrées¹⁰. Ce faisant, les militants écologistes se voient presque mécaniquement assignés une identité politique spécifique faisant d'eux des créations endogènes d'une période déterminée : le crépuscule des Trente Glorieuses et la société postindustrielle. Une telle approche présente l'inconvénient de postuler qu'il existerait différents nouveaux mouvements sociaux stables, cohérents et indépendants les uns des autres tels que le pacifisme, l'écologisme ou le féminisme¹¹ sans prendre en compte la fluidité des appartenances militantes observables dans les années 1970 ni les liens tissés dès cette période avec d'autres types d'organisation tels que les partis politiques, les syndicats ou les pouvoirs publics.

Ainsi, la pertinence du concept de nouveau mouvement social apparaît pour le moins fragile et sa remise en cause doit amener à une réflexion nouvelle sur l'émergence des mouvements écologistes durant les années 1970.

Une structure des opportunités politiques spécifique à la France ?

Autre concept particulièrement mobilisé par la sociologie politique durant les années 1980 et 1990, la structure des opportunités politiques semble à l'heure actuelle poser plusieurs problèmes dans l'interprétation des transformations politiques et militantes des années 1970.

À l'origine, ce concept vise à comprendre l'évolution des mouvements sociaux en s'intéressant à l'environnement politique auquel ils sont confrontés¹². Ainsi, la structure des opportunités politiques sera dite ouverte quand le contexte est favorable à l'éclosion d'un mouvement et que le système politique se montre réceptif à ses revendications. À l'inverse, celle-ci sera réputée fermée si un système refuse tout dialogue ou lui préfère la répression. Cette approche a été notamment mobilisée par l'équipe d'Hanspeter Kriesi dans le cadre d'un ambitieux projet de recherche international mené dans les années 1990 visant à comparer l'impact de l'action des nouveaux mouvements sociaux dans quatre pays européens (France, RFA, Hollande, Suisse)¹³. Elle est également adoptée par Herbert Kitschelt dans son analyse des mouvements antinucléaires en Europe¹⁴.

Dans les deux cas, les auteurs concluent que la France est caractérisée par une structure des opportunités politiques fermée dans la mesure où l'État, tout puissant face à une société civile atone, peut imposer ses vues et, par exemple, mener à bien un programme de construction de centrales nucléaires d'une ampleur inédite. Dans cette perspective, l'écologisme français serait marqué dès sa naissance par d'importantes et peut-être irrémédiables faiblesses structurelles¹⁵ qui refléteraient une sensibilité spéci-

9. KRIESI H. et al., *New Social Movements in Western Europe : A Comparative Analysis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.
10. CANS R., *Les flibustiers de la science*, Paris, Sang de la terre, 1997. *Id.*, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006.
11. KRIESI H. et al., *New Social Movements in Western Europe*, *op. cit.*, p. XXIII.
12. MATHIEU L., « Contexte politique et opportunités », in FILLIEULE O. et al. (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 39 sq.
13. KRIESI H. et al., *New Social Movements*, *op. cit.*, p. XXIII.
14. KITSCHOLT H., « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 1986/1, n° 16, p. 57 sq.
15. SAINTENY G., *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, PUF, 2000, p. 1 sq.

fique et contrariée du pays à la nature¹⁶. Or, un tel point de vue, s'il présente le mérite de souligner l'intérêt d'étudier les mouvements sociaux dans leurs interactions avec les pouvoirs publics, reste trop général pour comprendre la complexité de ces phénomènes qui ne se réduisent pas à la seule confrontation, forcément inégale, entre un État dominateur et des mouvements voués à l'échec¹⁷.

L'apport essentiel de l'histoire environnementale

Pour comprendre pleinement l'émergence et la construction de la nébuleuse des mouvements écologistes, il paraît donc nécessaire de croiser ces concepts issus de la science politique avec des réflexions issues d'une histoire politique et environnementale en plein renouveau. L'histoire politique a en effet connu depuis deux décennies un profond renouvellement en s'enrichissant d'apports conceptuels issus d'autres traditions historiographiques – comme dans l'histoire culturelle du politique¹⁸ – ou d'un dialogue avec d'autres disciplines¹⁹. Ces évolutions ont ainsi permis de jeter un regard neuf sur des objets classiques tels les origines des partis²⁰, les études de cas locales²¹ ou encore les modes de socialisation politique²².

Ces nouvelles orientations historiographiques sont décisives pour amener l'historien du politique à s'intéresser aux mouvements écologistes. L'étude de ces derniers a en effet longtemps été délaissée au profit de formations plus structurées et plus anciennes et, en tant que telles, réputées plus fortes, donc, implicitement, plus intéressantes, comme le PCF²³. À l'inverse, à l'heure actuelle, la crise des modes de représentation rend l'étude des partis politiques classiques moins attrayante et incite à la prise en compte de structures plus souples, telles que les associations ou encore les collectifs électoraux, qui sont la forme choisie par les mouvements écologistes dans les années 1970²⁴. Ces différentes avancées permettent alors de saisir les multiples formes sous lesquelles se manifeste la nébuleuse des mouvements écologistes pour en livrer ainsi une image plus complète et plus complexe.

Apparue aux États-Unis dans les années 1960 dans le sillage de la *new left history*, l'histoire environnementale est à cette époque portée par de jeunes historiens comme Roderick Nash²⁵ ou Donald Worster²⁶ qui envisagent leur pratique professionnelle

16. Michael Bess postule ainsi l'existence d'une culture environnementale nationale faite d'enthousiasme technologique et de nostalgie pour un monde rural en voie de disparition, calquée sur l'idée d'une culture politique nationale chère aux politologues américains, évacue donc la conflictualité et la concurrence des visions des rapports de l'homme à son environnement. BESS M., *La France vert clair. Écologie et modernité technologique 1960-2000*, Seyssel, Champ Vallon, 2011, p. 4.

17. Nous suivons en cela les réflexions de Graeme Hayes, *Environmental Protest and the State in France*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, p. 4 sq.

18. SIRINELLI J.-F., « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998/1, n° 57, p. 125.

19. OFFERLÉ M., ROUSSO H. (dir.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008.

20. DUCOULOMBIER R., *Camarades! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

21. KERNALEGENN T. et al. (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2010.

22. MISCHI J., *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010.

23. FRETÉL J., LEFEBVRE R., « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique », in OFFERLÉ M., ROUSSO H. (dir.), *La fabrique interdisciplinaire, op. cit.*, p. 149 sq.

24. AUDIGIER F., « Enjeu – Le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/4, n° 96, p. 130.

25. NASH R., *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 2001 [1967 pour la première édition].

26. WORSTER D., *Dust Bowl: The Southern Plains in the 1930s*, Oxford, Oxford University Press, 2004 [1979 pour la première édition].

comme un acte militant visant à révéler la dégradation des écosystèmes en faisant une place aux non-humains dans le récit historique²⁷. Inspirée par l'importance des enjeux environnementaux dans le débat contemporain, la recherche historique dans ce domaine a également été stimulée par les réflexions des anthropologues et des philosophes qui font de la relation de l'homme à son environnement un facteur essentiel et trop souvent négligé de l'évolution des sociétés, au-delà d'un clivage simpliste opposant nature et culture²⁸.

Forte de ces considérations, l'histoire environnementale ne saurait se réduire à la seule étude rétrospective de la genèse des mesures de protection de la nature tant elle contribue un regard nouveau sur l'ensemble des thématiques propres à l'histoire. Par ailleurs, si cette approche est à l'évidence irriguée par les enjeux de la crise environnementale actuelle, elle n'a pas pour projet de chroniquer la profanation par l'homme d'une nature immaculée mais de rendre compte des processus d'organisation et de déclin des combinaisons hybrides entre la nature et la culture²⁹.

Il est ainsi possible de ne pas réduire l'émergence des mouvements écologistes à la seule problématique de l'apparition d'un nouvel acteur politique pour s'interroger, plus largement, sur la manière dont cette étude peut éclairer le rapport de la société française à son environnement dans une période spécifique parfois qualifiée de « tournant environnemental » dont les tenants et aboutissants restent à élucider³⁰.

L'émergence des mouvements écologistes, les enjeux d'une étude

À la croisée de cette histoire politique renouvelée et d'une histoire environnementale en pleine émergence, ce travail entend ainsi analyser la construction de l'écologie française en tant que doctrine et en tant que nébuleuse sur le terrain³¹. De telles considérations amènent à se confronter à un certain nombre d'enjeux qu'il est maintenant nécessaire de détailler.

Premier enjeu. Les mouvements écologistes à la croisée des chronologies entremêlées

Les années 1960 et 1970 ont longtemps fait l'objet d'une approche chronologique relativement consensuelle. D'un côté, Jean Fourastié a, par une formule heureuse, installé l'idée que ces décennies constituaient le cœur et le crépuscule des « Trente Glorieuses » marquées par une croissance économique forte et durable, par l'avènement de la société de consommation et, d'une manière générale, par le progrès social³². D'un

27. LOCHER F., QUENET G., « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56/4, 2009, p. 7-8.

28. LATOUR B., *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 2001. DESCOLA P., *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005. FLIPO F., *Nature et politique*, Paris, Amsterdam, 2014.

29. RADKAU J., *Nature and Power, A Global History of the Environment*, New York and Washington D. C., Cambridge University Press and German Historical Institute, 2008, p. 4.

30. BLATRIX C., GERVEREAU L., *Tout vert! Le grand tournant de l'écologie (1969-1975)*, Paris, Musée du Vivant-AgroParisTech, 2016.

31. Notre approche diffère donc de celle de Jean Jacob dont *L'histoire de l'écologie politique* consiste essentiellement en une analyse des positions philosophiques des intellectuels proches de ces mouvements. JEAN JACOB, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999.

32. FOURASTIÉ J., *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.

autre côté, à partir des années 1980, les deux décennies précédentes ont commencé à être considérées comme la matrice d'un tournant environnemental marqué par une réflexivité nouvelle des sociétés à l'égard de leur environnement³³ : cette période a donc là encore été regardée de manière positive par les chercheurs.

Ces deux approches chronologiques, parallèles l'une à l'autre plutôt qu'entremêlées, ont longtemps été tenues pour acquises. Or, de nombreux débats historiographiques tendent désormais à les remettre en cause : l'étude des mouvements écologistes, qui émergent et se structurent précisément à cette époque, permet alors d'éclairer une « période faillée, aux chronologies entremêlées, décalées et parfois cumulées³⁴ ». L'idée selon laquelle les années 1960 et 1970 constitueraient la matrice d'un tournant environnemental décisif a d'abord été développée au cours des années 1980 par Ulrick Beck dans *La société du risque*³⁵. Dans cet ouvrage au grand retentissement, l'auteur annonce l'avènement d'une nouvelle modernité caractérisée par sa réflexivité à l'égard des innovations techniques. Désormais conscients que celles-ci pourraient donner lieu à des catastrophes d'une incommensurable ampleur, les acteurs sociaux seraient à même de s'interroger sur l'opportunité de recourir à telle ou telle technologie au regard des risques pour l'environnement et les hommes.

La thèse d'Ulrick Beck a par la suite été reprise par les chercheurs qui étudient l'émergence d'une démocratie technique³⁶, caractérisée par de nouveaux modes de gouvernance des innovations et des risques technologiques suscitant de nouvelles formes de régulation des conflits³⁷. À leur manière, les écologistes ont corroboré cette approche en célébrant le « grand récit écologiste³⁸ » qui fait du tournant des années 1960 et 1970 un moment crucial, une rupture fondamentale dans la marche des sociétés, matrice d'une prise de conscience lente mais continue des dégâts du progrès et des dangers qui pèseraient sur l'environnement.

À l'inverse, un autre courant rejette l'idée d'un caractère décisif du tournant environnemental des années 1960 et 1970 et insiste sur le fait que la réflexivité des sociétés à l'égard des enjeux et des progrès techniques, loin d'être un phénomène récent, est en fait une démarche beaucoup plus ancienne³⁹. Jean-Baptiste Fressoz démontre ainsi que dès le XIX^e siècle, des acteurs se sont inquiétés des dangers liés à l'éclairage au gaz ou à l'inoculation⁴⁰. D'autres recherches ont souligné que des mouvements sociaux se sont émus dès cette époque des conséquences sanitaires de l'industrialisation⁴¹ ou de la transformation des paysages⁴².

33. FRESSOZ J.-B., LOCHER F., « Le climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », *La vie des idées.fr*, 20 avril 2010 [http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20100420_climat.pdf], p. 2.

34. VIGREUX J., *Histoire de la France contemporaine*, tome 9. *Croissance et contestations (1958-1981)*, Paris, Seuil, 2014, p. 12.

35. BECK U., *La société du risque*, Paris, Aubier, 2001, p. 37.

36. CALLON M., LASCOURMES P., BARTHE Y., *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

37. BOY D. et al., « Un exemple de démocratie participative : la « conférence de citoyens » sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de science politique*, 2000/4-5, vol. 50, p. 779-810.

38. BOZONNET J.-P., « Les métamorphoses du grand récit écologiste et son appropriation par la société civile », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 39, n° 3, juillet-septembre 2007, p. 311.

39. FRESSOZ J.-B., LOCHER F., « Le climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », art. cit., p. 2.

40. FRESSOZ J.-B., *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil, 2012, p. 8.

41. MASSARD-GUILBAUD G., *Histoire de la pollution industrielle en France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, p. 69.

42. MATHIS C.-F., *In Nature We Trust. Les paysages anglais à l'ère industrielle*, Paris, PUPS, 2010, p. 82 sq.

Dans cette perspective, l'enjeu essentiel ne serait pas de vanter la réflexivité des sociétés postindustrielles mais de comprendre « pourquoi, en toute connaissance de cause, les “modernes” ont détruit leur environnement⁴³ ». Le tournant environnemental perdrait alors son caractère exceptionnel et ne pourrait être envisagé que dans un cadre plus large, l'Anthropocène, période qui débute avec l'invention de la machine à vapeur à la fin du XVIII^e siècle, au cours de laquelle l'humanité serait devenue une force géologique de première grandeur⁴⁴.

Parce que les mouvements écologistes ont tenu un discours accréditant l'idée d'un tournant environnemental décisif dont ils seraient les pionniers et les hérauts, leur étude peut apporter une contribution intéressante à ce débat historiographique. Par ailleurs, les réflexions autour de l'anthropocène invitent à tout le moins à ne pas postuler la nouveauté radicale et absolue de la démarche écologiste et amènent à s'interroger sur leur enracinement historique dans une généalogie intellectuelle et militante renouvelée. Par ailleurs, les recherches récentes sur les années 1960 et 1970 remettent à l'heure actuelle en cause la notion de « Trente Glorieuses » dont l'utilisation pour caractériser la période s'étendant de l'après-guerre au choc pétrolier ne suscitait jusqu'à une date récente aucune objection⁴⁵. À rebours d'une idéalisation nostalgique des *sixties*, où les jeunes n'auraient connu que la libération des mœurs et le plein-emploi, les promoteurs du concept d'« années 68 » proposent un autre découpage chronologique utile à la compréhension de l'émergence des mouvements écologistes⁴⁶.

Ce concept consiste en effet à aller au-delà de Mai 68 pour replacer cet événement dans une perspective chronologique et spatiale plus large pour ne plus le considérer comme une éruption incompréhensible et incongrue, un éclair dans un ciel sans nuage. Les « années 68 » invitent ainsi à décentrer le regard pour envisager la période allant du début des années 1960 à la fin des années 1970 comme un ensemble chronologique cohérent marqué par une forte conflictualité sociale, d'intenses affrontements politiques et une effervescence culturelle multiforme. À l'heure actuelle, les chercheurs redécouvrent donc l'intensité et l'inventivité des conflits sociaux⁴⁷, mettent en lumière le manque de confiance des contemporains dans la durabilité de la situation économique⁴⁸ ou encore l'accélération de la dégradation de l'environnement après la Seconde Guerre mondiale⁴⁹.

Cette approche est ainsi très attentive aux critiques à l'égard de la société industrielle et à la circulation de celles-ci entre des acteurs sociaux différents⁵⁰, notamment au sein des groupes jugés jusqu'à présents marginaux. Notre travail sur les mouvements

43. FRESSOZ J.-F., « L'apocalypse joyeuse : réfléchir sans rien changer », *La vie des idées.fr*, 19 octobre 2012 [http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20121019_fressoz-3.pdf], p. 6.

44. BONNEUIL C., FRESSOZ J.-B., *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris Seuil, 2013, p. 8.

45. PAWIN R., « Retour sur les « Trente Glorieuses » et la périodisation du second xx^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n° 60, p. 157.

46. LEGOIS J.-P. et al., « Les années 68 », in DREYFUS-ARMAND G., *Les années 68. Un monde en mouvement*, Paris, Syllepse, 2008, p. 13 sq.

47. PORHEL V., « Introduction. L'Ouest dans l'historiographie des années 68 : nouvelle approche, nouveaux enjeux », in BOUGEARD C. et al. (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, PUR, 2012, p. 14.

48. PAWIN R., « Retour sur les « Trente Glorieuses », art. cit., p. 156.

49. PESSIS C., TOPÇU S., BONNEUIL C., *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013, p. 8.

50. VIGNA X., ZANCARINI-FOURNEL M., « Les rencontres improbables dans les « années 68 » », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n° 101, p. 163-177.

écologistes s'inscrit dans cette démarche en ne considérant pas ce courant comme un phénomène clos ou replié sur lui-même. Compte tenu des premières conclusions tirées du recours au concept d'années 68, il semble au contraire nécessaire d'envisager la manière dont la circulation des pensées critiques a pu influencer les militants écologistes et comment les luttes ont pu se féconder les unes les autres à l'échelle de ces deux décennies.

Loin d'être gratuits, ces débats portant sur les découpages chronologiques du second xx^e siècle permettent de révéler des points aveugles de l'historiographie tant en histoire environnementale qu'en histoire politique. Ils contribuent à renforcer l'approche problématisée des mouvements écologistes. En retour, l'étude de ce courant politique devrait permettre d'éclairer ces débats sous un nouveau jour.

Deuxième enjeu. Les multiples avatars de la politisation des enjeux environnementaux

À l'orée des années 1970, les mouvements écologistes français choisissent très rapidement d'investir le terrain électoral et présentent ce processus comme le résultat d'une prise de conscience inévitable des implications politiques des enjeux environnementaux ; les conflits environnementaux et le spectacle de la dégradation des écosystèmes feraient en quelque sorte mûrir naturellement chez les militants une critique globale de la société industrielle.

Une telle approche du processus de politisation de l'écologisme apparaît simpliste et doit donc être revue. D'une part, ainsi décrit, le phénomène se rapproche du modèle de la prise de conscience marxiste-léniniste dans lequel un petit groupe de militants professionnels aurait pour mission d'éveiller les masses⁵¹. Cette vision assignerait alors un rôle messianique aux mouvements écologistes, accréditant l'idée d'un grand récit écologiste coupé de la réalité des évolutions de la société⁵². La notion de prise de conscience est d'autant plus gênante qu'elle ne retient de l'activité politique que la défense de l'intérêt général et la célébration de la vie de la cité, autrement dit ses fonctions les plus nobles⁵³. À l'inverse, le concept de politisation suggère que les processus à l'œuvre sont beaucoup plus complexes et équivoques.

Au-delà de la participation aux élections, il existe en effet de nombreuses autres facettes du processus de politisation, qualifiées par les chercheurs d'« officieuses » ou d'« informelles » tant elles se distinguent des pratiques ordinairement considérées comme politiques, et dont l'étude est riche d'enseignements⁵⁴. L'organisation de fêtes militantes, les sociabilités associatives quotidiennes, la participation à des réunions d'information ou le dialogue avec des élus locaux sont en effet autant de « formes, [de] pratiques, [d'] activités, [d'] expressions qui, faute de bénéficier d'une reconnaissance et d'une légitimité de la part des prescripteurs et des agents les plus influents

51. SCOTT J. C., *Seeing like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998, p. 169 sq.

52. JARRIGE F., « De l'écologie politique en France », *La vie des idées.fr*, 13/12/11 [<http://www.laviedesidees.fr/De-l-ecologie-politique-en-France.html>], p. 8-9.

53. LAGROYE J., « Les processus de politisation », in Jacques LAGROYE (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 362.

54. OFFERLÉ M., LE GALL L., « Introduction. La politique informelle entre incertitudes et inconstances », in OFFERLÉ M., LE GALL L., PLOUX F. (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XX^e siècle*, Rennes, PUR, 2012, p. 8.

du champ, sont “rejetées” en dehors de ce champ quand bien même elles participent, pleinement ou accessoirement, à sa constitution⁵⁵ ». De fait, une analyse complète des processus de politisation se doit de prendre en compte ces activités qui constituent souvent l’ordinaire des groupes écologistes qui ne sauraient donc, à cette époque, être assimilés à des partis politiques classiques. Loin d’être un épiphénomène, le processus de politisation est crucial dans la mesure où il induit un infléchissement du message sur les rapports entre nature et société, une sélection des acteurs légitimes pour parler en son nom et l’établissement d’un certain type de rapport avec les pouvoirs publics, les partis politiques et les autres mouvements sociaux.

Selon Jacques Lagroye, toute démarche de politisation relève de la transgression des frontières établies entre des univers sociaux différents⁵⁶. En tant que telle, il s’agit d’un processus instable et conflictuel, susceptible d’être combattu par les acteurs politiques déjà en place qui n’ont souvent pas intérêt à voir s’imposer de nouveaux concurrents⁵⁷. Dès lors, le concept de politisation peut avoir une grande utilité pour mieux évaluer les phases d’expansion et de rétractation d’une définition politique du militantisme écologiste. Cette expansion est notamment visible quand les écologistes appellent à « faire de la politique autrement⁵⁸ », slogan qui implique tout à la fois l’idée de transformer la manière dont l’activité politique est conduite, de renouveler les formes de l’action collective tout en influant effectivement sur les politiques menées.

En tant que phénomène instable, la politisation des enjeux chers aux écologistes connaît donc des phases de rétractation. Comme le démontrent les travaux de Nina Eliasoph, les associations peuvent ainsi être un lieu de neutralisation du politique dès lors que les membres évitent de tenir des propos conflictuels, susceptibles de créer des dissensions au sein du groupe, ce qui remettrait en cause l’objectif de renforcement des liens de sociabilité⁵⁹. Là encore, ces approches des processus de dépolitisation sont particulièrement adaptées aux écologistes dans la mesure où elles fournissent d’utiles outils conceptuels pour analyser les phénomènes observables à la fin des années 1970 et au début des années 1980 quand l’écho de l’écologisme dans la société semble s’affaiblir.

Ces différentes approches du phénomène de politisation sont complémentaires plus qu’exclusives les unes des autres. Elles présentent l’intérêt de problématiser un processus trop souvent présenté comme naturel par les militants tout en faisant le lien entre les enjeux politiques et environnementaux.

Troisième enjeu. Diversité et labellisation de l’écologisme

Il est de coutume de souligner la diversité des origines idéologiques et militantes de l’écologisme⁶⁰, si forte qu’elle semble défier tout inventaire exhaustif. Sur ce point, le constat dressé par Pierre Laborie sur un tout autre sujet semble à première vue valable

55. *Ibid.*, p. 16.

56. *Ibid.*, p. 362.

57. *Ibidem.*

58. HATZFELD H., *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS-PUR, 2005.

59. VIAUD-GAYET C., « Est-il devenu indécent de parler politique? », *La vie des idées.fr* [<http://www.laviedesidees.fr/Est-il-devenu-indecen-de-parler.html>], 08/02/10, p. 3.

60. VILLALBA B., « La genèse inachevée des Verts », *Vingtème siècle. Revue d’histoire*, 1997/1, n° 53, p. 85-97.

pour l'écologisme : il « ne sert à rien de s'abuser sur la possibilité de dominer totalement le concept de Résistance et de parvenir à en traduire la réalité dans une synthèse probante. Le phénomène, à la fois protéiforme et unique, est d'une telle complexité et d'une telle plasticité qu'il s'adapte mal à un mode de conceptualisation envisagé comme un corset mal ajusté⁶¹ ».

De fait, l'écologisme n'est pas un phénomène clos, dont la nature et l'étendue pourraient être définies une fois pour toutes ; en constante évolution, il agglomère des groupes aux orientations variées et dont l'implication dans le mouvement peut ne durer qu'un temps avant qu'ils ne s'en éloignent. Pour autant, un tel constat ne condamne pas nécessairement à l'échec toute tentative d'en saisir les multiples manifestations.

André Micoud souligne ainsi l'intérêt d'étudier les parcours des « hommes-Protées » appartenant simultanément à plusieurs univers sociaux (monde associatif, université, haute fonction publique...) et qui participent à la co-construction du champ environnemental⁶². De même, il paraît peu souhaitable de réduire la nébuleuse écologiste aux seules grandes organisations, telles que les Amis de la Terre ou le Mouvement écologique, qui ont laissé des archives parfois abondantes. La contribution à l'émergence de l'écologisme des associations de protection de la nature, des partis politiques ou encore de la nébuleuse naturaliste doit donc faire l'objet d'une analyse approfondie.

Une telle approche n'a pas seulement pour conséquence de restituer la part d'improvisation inhérente à l'éclosion de tout phénomène historique. Elle conduit également à ne pas chercher à assigner à l'écologisme une identité définitive : en fonction des acteurs, du contexte politique et des impératifs stratégiques, ce courant a ainsi pu être présenté comme une pulsion fondamentalement réactionnaire et antimoderne⁶³, un nouvel avatar de la troisième voie⁶⁴, une expression caractéristique de la société civile⁶⁵ ou un symptôme des aspirations de la classe moyenne⁶⁶. Contre une forme d'histoire des idées politiques décontextualisée⁶⁷, il faut donc reconstituer la part de « bricolage » inhérente à l'invention de toute nouvelle doctrine⁶⁸. De ce fait, au travers des mouvements écologistes, c'est tout un ensemble de pensées politiques alternatives propres aux années 68 qui se trouvent éclairées.

Cette approche constructiviste n'est cependant pas sans poser problème car elle risque de réduire l'écologisme à une manifestation arbitraire et contingente, résultat de jeux de langage ou fruit provisoire des intérêts sociaux des acteurs impliqués⁶⁹. Comment dès lors analyser l'écologisme sans se borner à constater la diversité de ses influences et de ses constituants ?

61. LABORIE P., *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Seuil, 2003, cité par WIEVIORKA O., *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Perrin, 2013, p. 14.

62. MICOUD A., « Associations et environnement : une « histoire » pleine d'enjeux », in LASCUMES P. (dir.), *Instituer l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 159.

63. FRANÇOIS S., *L'écologie politique : une vision du monde réactionnaire ? Réflexions sur le positionnement idéologique de quelques valeurs*, Paris, Cerf, 2012.

64. KELLER T., « Les Verts allemands, des troisièmes voies à l'Europe rhénane », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 55-56, 1999, p. 40.

65. ROSANVALLON P., VIVERET P., *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977, p. 46.

66. INGLEHART R., *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993, p. 455.

67. CHAUBET F., « Enjeu – Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle. Bilan provisoire et perspective », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n° 101, p. 180.

68. LÉVI-STRAUSS C., *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 26.

69. LEMIEUX C., « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix*, 2012/4, n° 100, p. 180.

De fait, si toute déconstruction comporte un danger relativiste, celui-ci peut néanmoins être conjuré⁷⁰. En effet, malgré leur diversité et les multiples formes qu'elles peuvent prendre, les différents avatars de l'écologisme ne peuvent se décliner à l'infini. Claude Lévi-Strauss relève ainsi que le répertoire à disposition pour « bricoler » une pensée mythique est étendu mais « reste tout de même limité⁷¹ ». À bien des égards, les écologistes sont comme le bricoleur dépeint par l'anthropologue :

« Regardons-le [le bricoleur] à l'œuvre : excité par son projet, sa première démarche pratique est pourtant rétrospective : il doit se retourner vers un ensemble déjà constitué, formé d'outils et de matériaux ; en faire, ou en refaire, l'inventaire ; enfin et surtout, engager avec lui une sorte de dialogue, pour répertorier, avant de choisir entre elles, les réponses possibles que l'ensemble peut offrir au problème qu'il lui pose⁷². »

Ainsi, les militants et les intellectuels combinent, réarrangent, inventent sans pour autant procéder à une création *ex-nihilo* ; ils s'inspirent au contraire des doctrines politiques alors en vigueur, des analyses scientifiques à sa disposition, se plient à un certain contexte social tout en aspirant à le transformer.

Par ailleurs, le bricolage n'est pas une activité gratuite et infinie, elle a un coût et ses résultats sont plus ou moins concluants. C'est pourquoi, progressivement, la construction tend vers une stabilisation sous la forme de tendances au sein du mouvement et d'institutions qui ne sont pas malléables à l'infini et qui contribuent, progressivement, à structurer l'écologisme, donc à en encadrer la construction⁷³.

Ainsi, l'étude de l'émergence et de la construction de l'écologisme observées au niveau des groupes et des militants soulève trois enjeux majeurs, tant en histoire environnementale que politique. Elle conduit en effet à s'interroger sur les découpages chronologiques du second xx^e siècle, à enrichir notre approche des rapports entre nature et politique ainsi qu'à porter un regard nouveau sur la manière dont s'édifie un mouvement politique.

Sources mobilisées⁷⁴

Parce qu'il traite des années 1970 et, dans une moindre mesure, des années 1980, ce travail s'inscrit dans le cadre de l'histoire du temps présent et s'installe donc sur le « polder » progressivement investi par l'historien à mesure que le temps s'écoule, posant à nouveau frais la question des archives nécessaires à l'administration de la preuve. Contrairement aux périodes plus anciennes, ce n'est pas la rareté éventuelle des archives qui pose problème mais leur accessibilité, leur repérage et, dans certains cas, leur surnombre⁷⁵.

70. MARIOT N., OLIVERA P., « Constructivisme », in DELACROIX C. et al., *Historiographies*. Tome II, *Concepts et débats*, Paris, Gallimard, p. 709-710.

71. LÉVI-STRAUSS C., *La pensée sauvage*, p. 26.

72. *Ibid.*, p. 28.

73. WALDVOGEL C., *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2011, p. 23 sq.

74. La liste exhaustive des archives mobilisées dans le cadre de notre travail peut être consultée dans notre thèse de doctorat : *Les mouvements écologistes en France de la fin des années 1960 au milieu des années 1980*, thèse de doctorat sous la direction de Bertrand Joly, université de Nantes, 2014.

75. C'est notamment le cas pour les sources imprimées. Dans ce domaine, nous nous sommes d'abord concentrés sur trois titres choisis en raison de l'importance de leur tirage, de la diversité de leurs positions et de leur pérennité : *Le Sauvage*, *La Gueule Ouverte* et *Le Courrier de la Baleine*, à quoi s'ajoutent plusieurs autres périodiques eux aussi

Ainsi, ce n'est que récemment que se sont organisés en France des lieux de conservation et de valorisation des archives des mouvements écologistes analogues à la Fondation Heinrich-Böll en Allemagne⁷⁶ ou au centre Etopia en Wallonie⁷⁷. Outre le fonds des Amis de la Terre, conservées aux Archives nationales, le Musée du Vivant, créé en 2005 par AgroParisTech, se constitue progressivement en un très riche centre d'archives. C'est ainsi que le château de Grignon (Yvelines) abrite plusieurs fonds intéressant directement notre sujet : ceux de René Dumont, Yves Cochet, Philippe Saint-Marc, Dominique Voynet et surtout les archives des Verts et des mouvements qui les ont précédés. Grâce à ces archives, il est donc possible de suivre la constitution des collectifs électoraux, l'écriture des programmes, bref la construction de la nébuleuse de l'intérieur⁷⁸.

Pour importante qu'elles soient, ces archives restent néanmoins parcellaires puisque les mouvements écologistes des années 1970 sont peu comparables à des organisations bureaucratiques et centralisées beaucoup plus prodigues en écrits. Autour des noyaux durs de la nébuleuse gravitent de très nombreux acteurs parfois marginaux à l'échelle de la décennie mais importants à un moment ou un autre de la construction de l'écologie française. Nous nous sommes donc efforcés de compléter cette documentation par l'apport d'autres fonds d'archives permettant de rendre compte de l'activité de l'ensemble de la nébuleuse sans être prisonnier du point de vue des militants parisiens les plus investis, qui sont les principaux producteurs des archives recueillies au Musée du Vivant⁷⁹.

Du fait des difficultés d'accès aux archives du ministère de l'Intérieur ayant trait à la surveillance de la contestation antinucléaire, nous nous sommes rabattus sur le fonds de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, conservé aux Archives nationales⁸⁰. Accessible sous dérogation, celui-ci s'est révélé particulièrement riche dans la mesure où le président et son équipe se sont très tôt intéressés à l'écologie en raison de son poids politique grandissant et de la vigueur de la contestation antinucléaire⁸¹.

Enfin, la richesse de l'histoire du temps présent tient en partie au fait que l'historien peut y mobiliser des sources qui font défaut à ses homologues travaillant sur des périodes plus anciennes. Ainsi, les entretiens réalisés avec des acteurs de l'époque, tout comme les archives de l'INA constituent des sources d'information de premier ordre. Nous avons ainsi conduit seize entretiens d'une durée moyenne d'une heure trente en nous efforçant de solliciter des acteurs investis dans l'ensemble des tendances

intégralement dépouillés mais dont la durée de vie a été beaucoup plus courte (*Survivre et Vivre* ou encore *Action écologique*). Par ailleurs, nous avons opéré des sondages dans une quinzaine d'autres titres, principalement édités par des groupes locaux (*Le Vert luisant*, *L'Arapède*...). Nous avons également dépouillé de manière sélective *Le Monde* sur toute la période étudiée.

76. « Archiv Grünes Gedächtnis » [<http://www.boell.de/de/gruene-geschichte-zugaenglich-machen>], consulté le 07/06/2014.

77. DUBOIS M.-L., « La situation des archives privées environnementales en Belgique francophone : états des lieux et perspectives », *Etopia*, n° 13, décembre 2013, p. 98 sq.

78. Il faut souligner que la Fondation de l'Écologie Politique (Paris) a actuellement pour projet de se doter d'un centre d'archives de l'écologie politique française.

79. Ainsi, les archives confédérales de la CFDT (Paris), celles du Centre d'histoire du travail (Nantes), d'Etopia (Namur) ou encore de la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel offrent une diversité de regards sur un même sujet, comme un prisme au travers duquel la lumière serait diffractée.

80. GENESTE P., *Archives de la Présidence de la République. Valéry Giscard-d'Estaing*, Paris, Archives Nationales-Somogy, éditions d'art, 2007.

81. Sur ce point, les archives d'EDF pourraient également être d'un grand intérêt.

du mouvement. Ces témoignages sont d'une grande importance car ils permettent de porter un autre regard sur certains épisodes où l'informel l'emporte sur la mise en archive et ainsi mieux cerner les contours et l'organisation de la nébuleuse des mouvements écologistes.

Plan d'ensemble

Cet ouvrage est découpé en trois grandes parties chronologiques. La première porte sur l'émergence des mouvements écologistes au cœur des années 68 en s'intéressant d'abord aux différents courants et acteurs qui, souvent de manière isolée, mènent des réflexions nouvelles sur les rapports de l'homme à la nature et renouvellent les formes de militantisme dans ce domaine. Ces mouvements n'attirent dans un premier temps que ponctuellement l'attention du grand public avant que la nébuleuse écologiste n'arrive sur le devant de la scène avec la campagne présidentielle de René Dumont (avril-mai 1974) qui traduit une politisation multiforme de ces enjeux.

La seconde partie est consacrée à une première phase d'apogée de la nébuleuse écologiste entre 1974 et 1978, période durant laquelle la contestation antinucléaire bat son plein cependant que des candidats verts se présentent toujours plus nombreux aux suffrages des électeurs. Parallèlement à ces actions, il est nécessaire pour les militants de penser le mouvement, son organisation et ses objectifs à court et à long terme.

Une dernière partie s'ouvre sur les sorties des années 68 et ce qu'elles impliquent pour la nébuleuse des mouvements écologistes ; confrontée à une transformation profonde du contexte politique, économique, idéologique et social, celle-ci doit se réinventer et ces acteurs définissent des trajectoires différentes en distinguant de plus en plus rigoureusement un mouvement politique d'un mouvement social. À bien des égards, la création des Verts, en janvier 1984, est une tentative de clarification et de stabilisation d'une nébuleuse affaiblie et appelée à se réinventer.